

## Compte Rendu Conseil Municipal

Séance du 09 avril 2018

### Présents

Bruno Loustalet  
Yannick Semay  
Philippe Guillard  
Marie-Paule Dupuy-Roudel  
Jean-Michel Thuot  
Valérie Berger  
Josiane Brignone  
Suzanne Borrel-Jeantan  
Nicolas Zimerli  
Kamel Mohammedi  
Audrey Duprat  
Serge Manié  
Christian Julian

### Excusé

### Pouvoirs

Guy Caplat  
(Pouvoir à B. Loustalet)  
Sabine Basili  
(Pouvoir à J. Brignone)

L'an deux mil dix-huit, le neuf avril à 20 heures 30, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Yannick Semay

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le lundi 09 avril 2018 à 20 h 30  
Enregistrement intégral sans pause »

En préambule, Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée de la demande d'enregistrement émise le 06 avril 2018 par courriel, de l'Association Uthil Avant Tout.

### 1. Compte rendu de la précédente réunion :

L'Assemblée n'ayant pas de modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

### 2. TAXES LOCALES 2017

Mr le Maire souligne que les taux d'imposition n'augmenteront pas cette année.  
Il donne lecture du projet de délibération.  
20 h 35 : Arrivée de Mme Berger

### DELIBERATION 18/03/01 : FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2018

Rapporteur : Bruno Loustalet

Mr le Rapporteur rappelle au Conseil Municipal qu'il y a lieu de fixer les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'exercice 2018.

Ainsi que présenté et validé par la Commission Générale du 22 mars 2018,

Après en avoir délibéré,

Le conseil décide de fixer les nouveaux taux comme suit :

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante	Variation de taux / 2017	Produit voté par l'assemblée délibérante
Taxe d'Habitation	1 377 000	13,68	0 %	188 374
Taxe Foncière sur les propriétés bâties	1 311 000	13,33	0 %	174 756
Taxe Foncière sur les propriétés non bâties	15 900	58,13	0 %	9 243
<b>TOTAL</b>				<b>372 373</b>

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

### **3. SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**

Mme Semay rappelle que les budgets sont resserrés. Toutes les associations n'ont pu être satisfaites. L'année prochaine se sera encore réduit de manière à maintenir le Budget.

Mr Manié demande si des associations ont obtenu moins que demandé.

Mme Dupuy-Roudel répond dans la négative. Une réduction de 50 € a été appliquée sur les associations extérieures à la commune. Elle précise qu'une association n'a encore pas fourni les documents réclamés pour l'obtention d'une subvention.

Madame Dupuy Roudel précise qu'une provision est prévue « sur délibération » pour répondre aux demandes éventuelles en cours d'exercice budgétaire à de nouvelles demandes de subvention attachées à de nouveau projet.

Mme Semay donne lecture du projet de délibération.

#### **DELIBERATION 18/03/02 : VOTE DES SUBVENTIONS ALLOUEES AUX ASSOCIATIONS**

Rapporteur : Yannick Semay

Mme le Rapporteur rappelle à l'Assemblée que le Budget prévoit chaque année, l'attribution de subventions à certaines associations.

Le détail de ces subventions figure dans l'annexe B1.7 du budget de l'exercice en cours.

Mme le Rapporteur propose une enveloppe globale de 8.350,00 euros à l'article 6574 du Budget Primitif 2018, répartie comme suit :

ASSOCIATIONS	MONTANT DE LA SUBVENTION
Académie de la Dombes	100,00 €
Acenas	100,00 €

ADAPA	2.650,00 €
Ain Trépides	200,00 €
CAP Handicap	100,00 €
CLIC	200,00 €
Côtière des Arts	500,00 €
Centre Léon Bérard	100,00 €
CUMA de Thil	1.000,00 €
Foyer Socio-Educatif	100,00 €
Lucioles	100,00 €
MJC Montluel	100,00 €
Prévention Routière	100,00 €
Temps de Vivre	500,00 €
Sou des Ecoles	1.000,00 €
Sur Délégation	1.500,00 €

Le Conseil,  
Entendu les explications de Madame le Rapporteur,

. Approuve la répartition de l'enveloppe budgétaire allouée aux Associations, telle que présentée.

<i>Pour</i>	13
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	2

Mr Zimerli et Mme Borrel-Jeantan ne prennent pas part au vote de cette délibération, car ils sont membres de deux associations concernées par l'attribution des subventions.

#### **4. RENOVATION ECOLE DE LA RIOTTE**

Mr Guillard informe qu'afin d'améliorer l'étanchéité de l'école, il est nécessaire de changer les portes d'accès.

Mme Dupuy-Roudel rappelle que ce projet s'inscrit dans le Plan Pluriannuel d'Investissement (sur 5 ans) étudié en Commission Finances.

Il donne lecture du projet de délibération.

#### **DELIBERATION 18/03/03: RENOVATION DES PORTES D'ACCES OUEST ET EST DE L'ECOLE DE LA RIOTTE – SOLLICITATION DE SUBVENTION DE L'ETAT (FIPD / DETR)**

Rapporteur : Philippe Guillard

Monsieur le Rapporteur expose au Conseil Municipal qu'en raison de leur vétusté, il y a lieu de procéder à la réfection totale des portes d'accès Ouest et Est de l'Ecole de la Riotte.

La réalisation de ces opérations est à prévoir pour la rentrée scolaire 2018-2019. Une Déclaration Préalable au titre de l'urbanisme sera à instruire.

Sur la proposition de la Commission Vie scolaire, la Commission Finances ayant été consultée le 07 mars 2018,

Le montant des travaux étant de 10 500 € HT, il est proposé de solliciter le subventionnement au titre du FIPD ou de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) au taux de 20 % pour un montant de 2 100 euros.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Rapporteur et en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- Approuve l'engagement des travaux de réfection des portes d'accès Ouest et Est de l'Ecole de la Riotte pour un montant de 10 500 euros hors taxes en vue de leur réalisation pendant le mois de juillet 2018,
- Autorise Mr le Maire à solliciter les subventions issues soit du FIPD soit de la DETR, à instruire et signer tout acte y afférant.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **5. ASSAINISSEMENT COLLECTIF – MARCHÉ DE TRAVAUX**

Mr le Maire souligne l'important travail effectué par Mme SENECHAL (CCMP) et la Société SAFEGE (Maître d'Œuvre) durant toute l'instruction du processus de la commande publique relatif aux marchés de travaux et notamment pendant la période de négociation (novembre 2017 à février 2018). Une analyse très approfondie apportant, pour le refoulement des eaux usées de Thil vers la commune de Niévroz, une solution technique qui préserve l'environnement et consistant à ne pas ajouter de produits chimiques pour enlever les odeurs.

Mr le Maire se rendra à la Préfecture mercredi pour porter le dossier de marché et la notification se fera auprès des entreprises dès vendredi.

Une réunion publique sera organisée dans la deuxième quinzaine de juin 2018.

Mr Thuot donne lecture du projet de délibération.

## **DELIBERATION 18/03/04: AUTORISATION DE SIGNATURE DES MARCHES DE TRAVAUX RELATIFS A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Rapporteur : Jean-Michel Thuot

Monsieur le Rapporteur rappelle au Conseil qu'en relation avec des instances de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau, un groupement de commandes a été constitué en vue de l'organisation d'un Marché A Procédure Adaptée. Les modalités de fonctionnement du groupement de commandes ont été définies dans une convention de groupement de commandes (convention signée le 5 avril 2017 faisant suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 20/03/2017 et à la délibération du Conseil Communautaire en date du 08/03/2017).

La commande publique a porté sur la réalisation des travaux suivants :

- 1) Travaux de réalisation du réseau d'interconnexion à la STEP de la 3CM à NIEVROZ à la charge de la CCMP
- 2) Travaux de réalisation du réseau de collecte des eaux usées et réalisation du réseau de collecte des eaux pluviales internes à la commune de THIL à la charge de la Commune de THIL.

Ces travaux ont fait l'objet d'une décomposition fonctionnelle en deux lots techniques tels que précisés ci-après :

- 1) Le lot 1 est constitué d'une tranche ferme se rapportant, pour les Phases 1 et 2 des travaux du réseau d'assainissement collectif, à la fourniture et aux travaux relatifs aux postes de relevages et de refoulement et leur maintenance/exploitation et d'une tranche optionnelle se rapportant au déploiement de la fibre optique pour la télégestion des ouvrages et sa maintenance associée ;
- 2) Le lot 2 est constitué par la fourniture et les travaux relatifs aux canalisations de collecte et de transfert pour les Phases 1 et 2 du réseau d'assainissement collectif et d'eaux pluviales et d'une tranche optionnelle se rapportant au déploiement de la fibre optique pour la télégestion des ouvrages.

Chaque membre du groupement s'est engagé à passer au terme des procédures le marché correspondant à ses besoins.

La procédure de consultation s'est étalée – périodes de négociations comprises – du 01 septembre 2017 au 12 février 2018.

A la suite de la procédure et sur proposition du Maître d'œuvre, les marchés de travaux ont été attribués respectivement aux groupements d'entreprises suivants :

- 1) Lot 1 : 01 Pompage
- 2) Lot 2 : COIRO-CHOLTON-MDTP-SEEA

La présente délibération a pour objet de donner au Maire l'autorisation de signer les marchés avec les entreprises ou groupements d'entreprises susvisés.

Préalablement il est exposé au Conseil :

- 1) Que les montants des marchés qui incombent à la commune de Thil au titre des Lot 1 et Lot 2 s'élèvent respectivement à :

Pour le Lot 1 :

Désignation	TOTAL H.T.	TVA	TOTAL T.T.C.
Tranche Ferme	254 215,60 €	50 843,12 €	305 058,72 €
Tranche Optionnelle n°1	22 339,00 €	4 467,80 €	26 806,80 €
<b>TOTAL</b>	<b>276 554,60 €</b>	<b>55 310,92 €</b>	<b>331 865,52 €</b>

Pour le Lot 2 :

Désignation	TOTAL H.T.	TVA	TOTAL T.T.C.
Tranche Ferme	2 239 940,10 €	447 988,02 €	2 687 928,12 €
Tranche Optionnelle n°1	23 101,25 €	4 620,25 €	27 721,50 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 263 041,35 €</b>	<b>452 608,27 €</b>	<b>2 715 649,62 €</b>

- 2) les montants des travaux et prestations faisant l'objet des marchés, ci-avant exposés, résultent de l'application du Bordereau des Prix Unitaires appliqué aux quantités indicatives portées dans le Détail Quantitatif Estimatif joints à la présente délibération. Les montants définitifs seront ajustés en fonction des prestations effectivement réalisées selon les décomptes du Maître d'œuvre.

Après avoir rappelé que Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Municipal :

- 1) ont été informés du déroulement de la procédure de la commande publique lors des Commissions Générales tenues depuis le mois de septembre 2017,
- 2) ont pu consulter les documents de projets, de consultation des entreprises et d'analyse des offres tenus à leur disposition pour consultation en Mairie,
- 3) ont entendu le rapport du Maître d'œuvre et l'avis de l'Assistant Maître d'Ouvrage lors de la Commission Générale tenue le 22 mars 2018, la synthèse leur ayant été transmise le 24 mars 2018.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil,

- Autorise Mr le Maire à signer les marchés dans les termes économiques précités avec les entreprises et groupement de commande ci-après et leurs sous-traitants :

- 1) Lot 1 : 01 Pompage
  - 2) Lot 2 : COIRO-CHOLTON-MDTP-SEEA
- Autorise Mr le Maire à engager toutes diligences nécessaires à l'exécution de la présente.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	3

## **6. BUDGETS PRIMITIFS 2017 – COMMUNE ET ASSAINISSEMENT**

Mr le Maire rappelle que les membres du Conseil ont été destinataires des Budgets Primitifs de la Commune et de l'Assainissement lors de l'envoi des convocations.

Mme Dupuy-Roudel, remercie les personnes ayant pris part à l'élaboration des Budgets. Elle souligne que certains choix étaient nécessaires car beaucoup d'investissements n'avaient pas été faits notamment sur l'entretien du patrimoine.

Mr le Maire note que l'accord politique entre la commune et la CCMP nous permet d'envisager de façon plus sereine l'avenir avec une dotation de solidarité renforcée préservée. Il rappelle que gouverner c'est prévoir donc des choix les plus avisés possibles, sont faits.

Mme Dupuy-Roudel présente les grandes lignes du Budget Principal et Budget Assainissement.



## Budget Principal – Fonctionnement – Fiscalité en €

	2014	2015	2016	2017	(état 1259) 2018	Strate Ain
Evolution des bases fiscales	0.90%	0.90%	1.00%	1.00%	1.00%	
Taux communal TH	13.52%	13.52%	13.52%	13.68%	13.68%	11.80%
Taux communal TF	13.33%	13.33%	13.33%	13.33%	13.33%	15.62%
Taux communal TFNB	58.13%	58.13%	58.13%	58.13%	58.13%	45.16%
<b>Produit : TH-TF-TFNB</b>	<b>338,004.00</b>	<b>348,697.19</b>	<b>356,093.00</b>	<b>366,498.00</b>	<b>372,373.00</b>	

Compte tenu du changement de calcul de la TH en 2018, pas de changement par rapport à 2017.



## Produits et Dotations en €

		2013	2014	2015	2016	2017
D	Atténuation de produits FPIC	-	21,435	20,306	44,759	50,141
	% Evolution			-5%	120%	12%
R	Evolution DGF	92,489	85,084	69,408	54,292	42,938
R	Dotation de solidarité rurale	11,168	10,240	10,341	10,637	11,479
	<b>Total</b>	<b>103,657</b>	<b>95,324</b>	<b>79,749</b>	<b>64,929</b>	<b>54,417</b>
	% Evolution		-8%	-16%	-19%	-16%
R	ACTP	45,907	46,281	46,281	46,281	46,281
R	DSC INCLUS DSC RENFORCEE	45,111	44,085	43,508	98,238	98,884
	<b>Total</b>	<b>91,018</b>	<b>90,366</b>	<b>89,789</b>	<b>144,519</b>	<b>145,165</b>
	% Evolution		-1%	-1%	61%	0%
	<b>Total recettes</b>	<b>194,675</b>	<b>185,690</b>	<b>169,538</b>	<b>209,448</b>	<b>199,582</b>
	<b>Situation nette (R-D)</b>	<b>194,675</b>	<b>164,255</b>	<b>149,232</b>	<b>164,689</b>	<b>149,441</b>

Impact sur la section de fonctionnement. La baisse de la DGF et l'augmentation prélèvements liés au FPIC (« l'effet ciseau »).

Augmentation constante du FPIC, diminution constante de la DGF, atténués par la Solidarité Communautaire. Le reste à charge est supporté par le Budget Principal.



## Budget Principal – Fonctionnement – Subventions en €

Nom de l'Association	Réalise 2017	BP2018	
Sou des écoles	-	1,000.00	Farfouille
Thil'Assos	750.00	-	Pas de demande
Temps de Vivre	500.00	500.00	
Festhil'Eté	-	-	Pas Reçu de projet
Côtière des Arts	500.00	500.00	
Fc Luenaz	-	-	Pas de demande
Pêcheurs Thilois	-	-	Pas de demande
CUMA Thil	1,000.00	1,000.00	
Aca Dombes	100.00	100.00	
Acenas	100.00	100.00	
ADAPA	2,641.10	2,650.00	
CLIC	200.00	200.00	
Ain Trépides	250.00	200.00	
CAP Handicap	100.00	100.00	
Centre Léon Bérard	100.00	100.00	
Foyer Socio Educatif	150.00	100.00	
Lucioles	100.00	100.00	
MJC Montluel	150.00	100.00	
Prévention Routière	100.00	100.00	
<b>Total</b>	<b>6,741.10</b>	<b>6,850.00</b>	
Subventions imprévues		1,500.00	
Assos. Maires de l'Ain	252.00	252.00	
<b>Grand Total</b>	<b>6,993.10</b>	<b>8,602.00</b>	

Auparavant  
pris en charge  
par le CCAS



## Budget Principal – Fonctionnement – Dépenses/Recettes en €

Dépenses		BP2017	BP2018	% BP18/ BP17
Total 011	Charges a caractère général hors 6188	255,820.00	229,800.00	-10.17
6188	Autres frais divers	108,366.75	148,876.84	37.38
Total 012	Charges de personnel	290,050.00	305,000.00	5.15
Total 014	Atténuation de produit FPIC	56,000.00	51,000.00	-8.93
22	Dépenses Imprévues	70,500.00	63,000.00	-10.64
23	Virt Section D'investissement	16,284.83	96,037.25	489.73
42	Amortissements	16,243.61	16,480.00	1.46
Total 65	Autres charges de gestion	183,978.20	152,922.00	-16.88
Total 66+67	Charges financières	4,626.00	6,404.00	38.43
<b>Total Dépenses</b>		<b>1,001,869.39</b>	<b>1,069,520.09</b>	<b>6.75</b>
Recettes				
Total 002	Excédent reporté de fonctionnement	275,805.01	343,313.09	24.48
Total 777	Opérations d'ordre	190.00	380.00	100.00
Total 6479/70	Produits des services/Autres charges	91,867.00	89,350.00	-2.74
Total 73	Impôts et taxes	551,994.38	561,414.00	1.71
Total 74	Dotations et participations	68,813.00	53,163.00	-22.74
Total 75	Revenus immeubles et fermiers	11,600.00	16,600.00	43.10
Total 77	Produits exceptionnels	1,600.00	5,300.00	231.25
<b>Total Recettes</b>		<b>1,001,869.39</b>	<b>1,069,520.09</b>	<b>6.75</b>



## Budget Principal – Investissement par Opération

Dépenses		BP 2018	
89	Acquisition matériel école	5,000.00	Cablage, Wifi, Routeurs
90	Groupe scolaire	19,430.00	Portes, WC handicapé, Chaudière
117	Matériel voirie	1,980.00	Tondeuse
118	Travaux sécurité	2,841.00	Alarme, extincteurs
119	Eclairage public	1,500.00	Candélabre route de Beynost
123	Acquisition terrains	3,800.00	Bande terrain Zimerli
130	Travaux voirie	10,506.00	Rue du Besson
131	Travaux restaurant scolaire	410.00	Four
132	Travaux mairie	500.00	Prises électriques
136	Cadre de vie	9,500.00	Milieux Alluviaux
139	Equipement	4,785.00	PLU
140	Matériel de secours	6,000.00	Barrage stade et rue de la Mairie
<b>Total dépenses d'équipement</b>		<b>66,252.00</b>	
Recettes			
90	Groupe scolaire	2,100.00	Portes
118	Travaux sécurité	4,706.00	Sénateur Chalze
131	Groupe de collectivité CD01	6,733.00	DETR 2017
136	cadre de vie	3,300.00	Milieux Alluviaux
<b>Total recettes d'équipement</b>		<b>16,839.00</b>	





## Budget Principal – Investissement

<b>Dépenses</b>		<b>BP2018</b>
020	Dépenses imprévues d'investissement	6,085.37
23	Immobilisations	66,252.00
16	Rembt. Emprunts, BEA et cautions	45,200.00
27638	Autres immobilisations financières	33,010.00
040	Opérations d'ordre	380.00
<b>Total Dépenses</b>		<b>150,927.37</b>
<b>Recettes</b>		
021	Virement Section Fonctionnement	96,037.25
13	Subventions d'investissements	16,839.00
10	Recettes Financières (FCTVA, TA)	10,800.00
040	Biens, Bâtiments, installations...	16,479.43
<b>Total</b>		<b>140,155.68</b>
001	Report à nouveau	10,771.69
<b>Total des recettes</b>		<b>150,927.37</b>

Mr Manié remercie le Conseil de la présentation détaillée des Budgets.

### **DELIBERATION 18/03/05: VOTE DU BUDGET 2018**

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Sur la présentation de Mme le Rapporteur,  
Ainsi que présenté en Commission Finances le 07 mars 2018 et Commission Générale du 22 mars 2018,  
Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal le Budget Primitif 2018 de la commune.

Le Conseil,  
Entendu les explications de Monsieur le Maire,

Adopte le Budget Primitif 2018 de la commune tel que présenté.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	3
<i>Abstention</i>	0

Mr Julian informe qu'il a voté contre le Budget Principal, car selon lui, il y a opposition entre les priorités d'économies et l'augmentation des indemnités des élus depuis 2 ans à raison de 20.000 € par an.

Mr le Maire rappelle qu'en 2008, les réserves de Thil étaient de 122.516,76 € et à ce jour, elles sont de 354.084,78 € avec une gestion de plus de 10 ans qui a permis de presque tripler, depuis 2008, les réserves disponibles de la collectivité.

Mr Manié rajoute que suite à l'augmentation des indemnités d'élus qui est de l'ordre de 20.000 € en 2015 et 2016, il trouve dommage qu'il y ait des soucis à acheter un bois de l'ordre de 30.000 €, sur le principe, c'est discutable.

### **Budget annexe Assainissement**

Mr le Maire précise que l'option retenue est de voter le budget Assainissement avec les recettes connues à ce jour.

Il est nécessaire d'avoir recours à l'emprunt. La commune a négocié l'emprunt à la Caisse des Dépôts et Consignations à un taux de 1,5 % sur 40 ans. Il souligne que seule la Caisse des Dépôts et Consignations est en mesure de proposer des prêts sur 40 ans. Le déblocage des fonds s'effectuera au fur et à mesure des besoins. Les annuités de l'ordre de 62.000 € par an,

s'effectueront l'année qui suivra la dernière mobilisation de l'emprunt, c'est-à-dire probablement en 2021. Il est possible que la compétence Assainissement Collectif soit transférée à la Communauté de Communes. De façon opérationnelle se sera à partir de 2020.

Mr le Maire rappelle que Thil est l'une des deux communes sur le bassin Rhône Méditerranée Corse à avoir bénéficié des aides de l'Agence de l'Eau, auxquelles s'ajoutent les participations du Conseil Départemental et de la CCMP.

Il note que sur la totalité des travaux, la commune en paiera 45 %.

Lors du prochain Conseil Municipal, une délibération sera proposée pour autoriser Mr le Maire à signer l'emprunt auprès de la CDC. Deux DM seront nécessaires car le montant versé sera ventilé sur le Budget Principal pour les Eaux Pluviales et le Budget Assainissement pour les Eaux Usées.

Mme Dupuy-Roudel présente le Budget annexe Assainissement :



## Budget annexe - Assainissement - Exploitation

<b>Dépenses</b>		<b>BP2018</b>
6811/042	Amortissement step platanes	7,345.85
61523/011	Réseau	500.00
626/011	Frais postaux	200.00
6061/011	Fournitures non stockables - eau	1,500.00
023	Virement de la section d'investissement	5,492.66
<b>Total Dépenses</b>		<b>15,038.51</b>
<b>Recettes</b>		
70611	Consommations	1,160.00
7011	Eau	3,664.00
7588	Autres produits de gestion courante	500.00
042	Subventions	9,714.51
<b>Total Recettes</b>		<b>15,038.51</b>



## Budget annexe - Assainissement - Investissement

<b>Dépenses</b>		<b>BP2018</b>
001/001	Déficit antérieur reporté	16,049.05
203	Etudes	27,523.00
	Raccord 3CM	273,000.00
	Travaux avances	72,364.25
<b>Total Opération 100</b>		<b>372,887.25</b>
040	Opération d'ordre entre sections	9,714.51
<b>Total Dépenses</b>		<b>398,650.81</b>
<b>Recettes</b>		
1068/10	Report à nouveau (Autres réserves)	14,659.90
13	Subventions	371,152.40
040	Amortissement - Autres immos corporelles	7,345.85
021	Virement de la section de fonctionnement	5,492.66
<b>Total Recettes</b>		<b>398,650.81</b>

Elle donne lecture du projet de délibération.

## **DELIBERATION 18/03/06: VOTE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT 2018**

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Sur la présentation de Mme le Rapporteur,

Ainsi que présenté en Commission Générale du 22 mars 2018,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal le Budget Annexe Assainissement 2018 de la commune.

Le Conseil,

Entendu les explications de Monsieur le Maire,

Adopte le Budget annexe Assainissement 2018 de la commune tel que présenté.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **7. MODALITES DE GRATIFICATIONS OCTROYEES AUX AGENTS MEDAILLES**

Mr Guillard donne lecture du projet de délibération.

## **DELIBERATION 18/03/07: MODALITES DE GRATIFICATIONS OCTROYEES AUX AGENTS MEDAILLES**

Rapporteur : Philippe Guillard

Mr le Rapporteur informe que la commune a, à sa disposition, une sorte de médailles pour reconnaître et récompenser le travail des agents titulaires de la collectivité :

- la médaille d'honneur régionale, départementale et communale instituée par le décret n° 87-594 du 22 juillet 1987 modifié par le décret du 25 janvier 2005 et faisant l'objet de la circulaire du 6 décembre 2006, récompense la compétence professionnelle et le dévouement des élus et des agents publics au service des collectivités territoriales et de leurs établissements, en fonction de la durée des services accomplis.

Ces médailles sont attribuées après envoi d'un dossier à la Préfecture comportant les services effectués et l'avis de la collectivité. Deux sessions ont lieu en janvier et juillet de chaque année.

La collectivité peut, à cette occasion, accompagner la délivrance de la médaille d'une gratification.

Il est proposé des montants de gratifications :

- médaille d'argent récompensant 20 ans de service : 152,45 € ;
- médaille vermeil récompensant 30 ans de service : 228,67 € ;
- médaille d'or récompensant 35 ans de service : 304,89 €.

Le Conseil,

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

**1° - Approuve** les montants suivants de gratifications pour les médailles, soit :

- pour la médaille d'argent récompensant 20 ans de service : 152,45 € ;
- pour la médaille vermeil récompensant 30 ans de service : 228,67 € ;
- pour la médaille d'or récompensant 35 ans de service : 304,89 €.

**2° -** La dépense annuelle en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits au budget principal, compte 6411.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr le Maire informe que les médailles (Argent et Vermeil) seront remises à deux agents à l'issue de la présente séance du Conseil.

## **8. QUESTIONS DIVERSES**

### **Fonds Solidarité Logement**

Mr le Maire rappelle que la commune participe au Fonds Solidarité Logement.  
Il a reçu du Président du Conseil Départemental, la synthèse de la CCMP et donne les chiffres.

## **CC de Miribel et du Plateau**

Participation 2017 au budget du Fonds de Solidarité Logement de l'Ain sur le territoire de la CC de la CC de Miribel et du Plateau :

4 communes sur les 6 communes de l'intercommunalité ont participé à titre individuel pour un montant global de **6 198,3€**.

### **Activité du FSL sur le territoire de la CC de Miribel et du Plateau en 2017**

126 aides logement ont été décidées dans le cadre du FSL en 2017 pour un montant global de 47 449€

- 118 aides permettant l'accès au logement pour un montant de 43 613€
- 8 aides permettant le maintien dans le logement pour un montant de 3 836€

Par ailleurs 13 aides pour le règlement de factures d'eau ont été accordées en 2017 pour un montant de 1 649€

Enfin 8 aides pour le règlement des impayés d'énergie ont été accordées en 2017 pour un montant de 2000€

- ⇒ Le Fonds de Solidarité Logement a permis l'attribution de **147 aides** en direction des ménages de la CC de Miribel et du Plateau pour un montant total de **51 098€**

### **Parcelle déboisée**

Mr le Maire donne la parole à Mr Zimerli.

Mr Zimerli rebondit sur ce que Mr Manié a dit et ce qui a été écrit sur des documents d'Uthil, déposés dans les boîtes aux lettres. Il souhaite expliquer à l'Assemblée ce qu'il s'est passé sur cette parcelle depuis les 10 dernières années.  
« Ce bois appartenait à Mr M. qui a voulu vendre son bois à 0,45 € du m². Mr M. ne voulait pas vendre à Mr B. Mr B. a fait une demande de préemption auprès de la SAFER. Du fait du classement de la parcelle (dans l'ancien POS), la préemption au titre agricole, n'a pu se faire. La vente s'est faite à une autre personne pour un montant de 30.000 €.

Mr Zimerli croise le nouveau propriétaire en juillet 2017 sur sa parcelle en train de décharger de la terre et des gravats. Pensant qu'il s'agit d'un délit, Mr Zimerli l'interpelle pour lui rappeler que c'est interdit. Le propriétaire lui répond qu'il fait ce qu'il veut sur sa parcelle, et l'informe que Mr T. (ancien adjoint au Maire) lui a parlé de lui.

Il a prévenu qu'ayant été grugé par la Mairie, il vendrait aux « gitans » ou aux ROM. Mr Zimerli rappelle qu'il en a informé la Mairie. La vente se fait. Mr Zimerli a appelé la SAFER pour savoir si on peut faire préemption au titre du volet agricole et du volet environnement. Les agriculteurs n'ont pas demandé de préemption car on ne peut pas déboiser.

Sachant que la SAFER ne peut pas intervenir pour faire une révision de prix, Mr Zimerli en a parlé à la Commission Urbanisme qui lui a répondu qu'il n'y avait pas de projet d'achat de la part de la Commune. Aujourd'hui, Mr Zimerli reproche à Mr Manié (à l'époque en charge de l'Urbanisme) de ne pas avoir préempté en 2011 ».

Mr Julian est assez d'accord avec ce qui se dit. Il souligne : « Mais si on a voté contre, c'est pour dire : qu'est-ce que l'on fait ? Si on a mis en péréquation le salaire des élus, alors deux ans d'économie, d'augmentation de salaires des élus, auraient payé le terrain ».

Mr Manié rappelle qu'il est adhérent d'Uthil mais ne fait pas partie du Bureau. Il souligne que la décision a été prise de ne pas préempter ce terrain, et il trouve que c'est un « loupé ». Il a dissuadé deux personnes d'acheter. « Une situation s'est présentée à nous. Le montant était trop élevé ». Il encourage Mr Zimerli à se rapprocher d'Uthil pour rétablir la vérité.

Mr Zimerli précise que cela devrait faire 40 ans que les communes et Communautés de Communes devraient faire leur travail à savoir miser sur l'aménagement de leur territoire, ce qu'elles ne font pas. De plus, Mr Zimerli trouve curieux que Mr T. (ancien adjoint au Maire) connaissait l'ancien propriétaire de la parcelle et qu'il n'en ait pas été tenu compte... ce qui aurait peut-être évité la vente, ou de passer de 0,45 € du m<sup>2</sup> à 6 ou 7 € du m<sup>2</sup> actuellement.

Mr le Maire prend la parole pour informer qu'il a soutenu la pétition citoyenne lancée à l'initiative des riverains, l'a signée et qu'il a transmis des courriers au Préfet, au Procureur ainsi qu'au propriétaire mis en cause. Il tient à apporter les précisions suivantes :

1° Le terrain est proposé à la vente à 38000 € en 2018. Il souligne qu'il a été vendu à l'époque 30 000 € par un propriétaire habitant THIL.

2° Il rappelle que c'est la SAFER et non pas France Domaine qui fixe le prix car il s'agit de terrain naturel ou agricole. Il a fallu solliciter à deux reprises la SAFER. La SAFER a répondu qu'elle ne pouvait intervenir que sur la base d'un prix de référence de marché. En l'occurrence le prix de référence a été établi au regard d'acquisitions réalisées dans l'environnement immédiat de la parcelle. Il rappelle que certaines personnes résidentes à THIL ont acheté ces parcelles classées à l'époque en zone NDi pensant que ces terrains allaient devenir constructibles à l'occasion de la révision du document d'urbanisme.

Il souhaite que des mots soient posés sur des faits : ce type de comportement relève de spéculation foncière et que pour sa part il n'a pas été le Maire qui a accepté le reclassement de parcelle agricole située en zone inondable en parcelle constructible.

3° Mr le Maire rappelle que, lors de l'enquête publique portant sur la révision du PLU, un certain nombre de Thilois de la zone, et d'autres, ont demandé à ce que le classement en « bois protégé classé » n'existe plus. Accéder à cette demande aurait privé la commune du fondement juridique lui permettant aujourd'hui de porter plainte.

Le Directeur de la SAFER s'est rendu en Mairie à la demande de Mr le Maire. Lors de cet entretien, Mr le Maire a souhaité que, sous l'égide de la Communauté de Communes soit élaboré un Plan d'Actions Foncières qui est la première étape d'un PLUi, (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) pour lequel l'opposition s'est prononcée contre. Mr le Maire mettra un point d'honneur afin que ce PLUi soit adopté comme compétence de la CCMP avant la fin de ce présent mandat. Il souligne que c'est la seule façon d'avoir une vision globale de l'usage des sols (terres agricoles, voiries, zones urbanisables, zones industrielles, friches industrielles).

Mr Manié souligne que comme évoqué en Commission d'Urbanisme, il comprend la volonté de Mr le Maire d'avoir une vision globale sur le territoire, la question est : une fois que l'on a cet outil (PLUi) en quoi cela permet de contrôler l'inflation, la spéculation sur le prix des terrains ? Mr Manié précise que l'important est comment contrôler la spéculation.

Mr Zimerli ajoute que si l'on dispose d'un plan d'action foncière, la SAFER est concernée et peut, à ce titre, faire réviser le prix.

Mr le Maire rappelle que depuis le 21 mars dernier, il relance très régulièrement Mr le Préfet, Mr le Procureur et qu'un écrit a eu lieu encore ce jour.

Mr Zimerli déplore que les personnes qui appellent la Gendarmerie, soient souvent prises pour des « brigands ».

Mr le Maire rappelle que les services de Gendarmerie sont très souvent sollicités sur le terrain.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,  
Fin de la séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le lundi 09 avril 2018 à 21 h 46  
Stopper l'enregistrement »*